



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne **CHAUMONT, le** 10 octobre 2025

Nos réf. : SHM/JG/MI n° 25 - 281

Affaire suivie par : Joffrey GILLET
joffrey.gillet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 94

Courriel : ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLAS GALVAPLAST

9, rue de la Fontaine
52320 FRONCLES

Code AIOT : 0005701247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juillet 2025 dans l'établissement CLAS GALVAPLAST implanté 9, rue de la Fontaine - 52320 FRONCLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action sécheresse relative au déclenchement du seuil d'alerte dans le département de la Haute-Marne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLAS GALVAPLAST
- 9, rue de la Fontaine - 52320 FRONCLES
- Code AIOT : 0005701247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLAS GALVAPLAST est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface sur matières plastiques (ABS, polypropylène...). Les pièces traitées concernent principalement deux secteurs d'activités : la parfumerie et l'électroménager.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
2	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités. L'exploitant maintient toujours les actions relatives de réductions de consommations d'eau, eu égard à son process actuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1°) Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2°) Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3°) Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4°) Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.</p>

Constats :

Par courrier préfectoral du 23 octobre 2023, l'exploitant a été exempté des prescription de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, modifié le 3 juillet 2024.

L'exploitant nous indique une baisse de production de 20% sur la période 2024/2025, et de façon plus générale, une baisse de production de 40%, pour la période 2023 / 2025.

La consommation d'eau a donc chuté de 27 167 m³ d'eau en 2022 à 24 000 m³ d'eau en 2024.

Cette baisse de consommation est liée à la perte de production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I

Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte – Dispositions à mettre en œuvre

Prescription contrôlée :

Réduction du prélèvement/consommation d'eau de 5 %

Prescriptions complémentaires de l'ACD (à adapter selon les départements) :

Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau,

Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,

Interdiction de laver les véhicules de l'établissement,

Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire,

Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,

Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau,

...

Constats :

L'exploitant déclare faire le maximum afin de réduire ses consommations pendant cette période, bien qu'exempté.

Il nous indique que cette réduction n'est pas aisée à tenir compte tenu des conditions actuelles de process.

Il nous informe également que pour l'instant « le seuil d'alerte », peut correspondre aux périodes de congés de l'entreprise, pouvant donc induire une baisse de consommation d'eau relative au manque d'activité pendant cette période, et ainsi répondre aux attentes départementales.

Il nous fait également part de la réflexion sur l'achat d'un résistivimètre afin de réduire sa consommation d'eau.

L'inspection prend acte que malgré les difficultés liées à son process, l'exploitant maintient son attention sur la recherche possible quant à la réduction de sa consommation d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite